Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ville de Sainte-Julie | 59010 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Sainte-Julie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signataire		Date
Patrick Quirion, DGA et trésorier	1.1	12 mai 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 1
État consolidé des résultats 4
État consolidé de la situation financière 5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation 7
État consolidé des flux de trésorerie 8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés 9
Renseignements complémentaires consolidés
- Informations sectorielles consolidées
  - Résultats détaillés par organismes 29
  - Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 31
  - Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 32
  - Situation financière par organismes 33
- Charges par objets 34
- Excédent (déficit) accumulé 35
- Avantages sociaux futurs 39

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 50
Analyse des charges consolidées 62

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Sainte-Julie

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de Ville de Sainte-Julie (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et l'état des résultats, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2025 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville a comptabilisé un passif au titre d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à l'état de la situation financière aux 31 décembre 2025 et 2024. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés en ce qui concerne le montant comptabilisé et les informations fournies sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations aux 31 décembre 2025 et 2024, au déficit accumulé aux 1er janvier 2025 et 2024 et aux 31 décembre 2025 et 2024 ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ou à d'autres postes des états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2025 et 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, comme nous l'avions fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L. CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A138737
Montréal, le 12 mai 2026

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	48 739 126	49 389 599	46 765 921
Compensations tenant lieu de taxes	2	679 712	682 829	653 246
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 239 911	8 994 308	5 203 550
Services rendus	5	2 682 512	2 925 344	2 754 753
Imposition de droits	6	3 680 450	6 288 659	5 061 009
Amendes et pénalités	7	1 165 645	1 185 040	1 000 599
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	1 088 849	1 113 734	2 034 352
Autres revenus	10	1 472 594	1 577 097	3 163 946
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	64 748 799	72 156 610	66 637 376
Charges				
Administration générale	14	10 295 817	9 718 403	9 610 150
Sécurité publique	15	13 522 199	13 105 391	11 929 390
Transport	16	12 998 387	13 037 255	11 514 415
Hygiène du milieu	17	14 441 465	13 403 208	11 803 989
Santé et bien-être	18	309 863	3 279 580	256 961
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 482 158	2 123 640	1 899 711
Loisirs et culture	20	13 402 909	12 901 247	12 615 856
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 324 229	2 644 320	1 996 103
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	69 777 027	70 213 044	61 626 575
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(5 028 228)	1 943 566	5 010 801
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		153 261 824	148 251 023
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		153 261 824	148 251 023
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		155 205 390	153 261 824

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	34 917 229	26 456 188
Débiteurs (note 5)	2	21 710 724	23 742 359
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	247 787	260 550
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		2 120 000
	8	56 875 740	52 579 097
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	575 101	159 653
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	14 359 536	10 699 809
Revenus reportés (note 11)	12	2 072 986	1 941 317
Dette à long terme (note 12)	13	59 530 051	57 745 359
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	190 660	2 670 808
Autres passifs (note 14)	15	789 318	773 841
	16	77 517 652	73 990 787
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(20 641 912)	(21 411 690)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	174 308 736	173 140 599
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	523 720	523 720
Stocks de fournitures	20	627 769	602 762
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	387 077	406 433
	23	175 847 302	174 673 514
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	155 205 390	153 261 824
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	155 205 390	153 261 824
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	155 205 390	153 261 824

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(5 028 228)	1 943 566	5 010 801
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	( )	(11 644 321)	(14 383 388)
Produit de cession	3	(2 068)	41 401	75 175
Amortissement	4	9 204 367	10 344 347	9 471 263
(Gain) perte sur cession	5	2 068	90 436	31 347
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	9 204 367	(1 168 137)	(4 805 603)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(25 007)	(20 046)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		19 356	(168 145)
	13		(5 651)	(188 191)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	4 176 139	769 778	17 007
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(21 411 690)	(21 428 697)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(21 411 690)	(21 428 697)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(20 641 912)	(21 411 690)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1		
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3		
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪	5.1		
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6		
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8		

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 943 566	5 010 801
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	10 344 347	9 471 263
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Perte sur cession d'immobilisations	4.1	90 436	31 347
▪ Réduction de valeur	4.2	67 800	57 422
▪ Charge de désactualisation	4.3	15 477	15 173
	5	12 461 626	14 586 006
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 031 635	(1 721 223)
Autres actifs financiers	7		(223 000)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	4 478 380	225 819
Revenus reportés	9	131 669	(105 476)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(360 148)	(231 020)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(25 007)	(20 046)
Autres actifs non financiers	13	19 356	(168 145)
	14	18 737 511	12 342 915
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(12 462 974)	(13 614 163)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	41 401	75 175
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(12 421 573)	(13 538 988)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(55 037)	(54 963)
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	( )	( )
Cession	23		
	24	(55 037)	(54 963)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	6 897 630	9 580 773
Remboursement de la dette à long terme	26	(5 102 566)	(4 906 938)
Variation nette des emprunts temporaires	27	415 448	(81 003)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(10 372)	(29 864)
Autres			
▪	29.1		
	30	2 200 140	4 562 968
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	8 461 041	3 311 932
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	26 456 188	23 144 256
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	26 456 188	23 144 256
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	34 917 229	26 456 188

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Julie a été constituée sous l'autorité de la Loi sur les cités et villes par lettres patentes octroyées par le décret numéro 3576 en date du 20 octobre 1971.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les "états financiers") de la Ville de Sainte-Julie, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les "normes comptables").

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 ainsi que la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville ne comprend aucun organisme périmunicipal.

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants:

- Régie intermunicipale de l'eau potable Varennes Sainte-Julie Saint-Amable (RIEP)
- Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (RIPRSL)
- Régie intermunicipale du centre multisports régional Varennes Sainte-Julie Saint-Amable (RICMR)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des évènements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetable en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif au poste d'Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la ville comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks de fournitures se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et sont comptabilisés selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties, en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

	Taux
Infrastructures (a)	de 2,5% à 6,67%
Bâtiments (b)	2,5% à 6,67%
Véhicules	de 5% à 40%
Ameublement et équipement de bureau	de 10% à 20%
Machinerie, outillage et équipement	de 5% à 33,33%
Améliorations locatives	10%
Autres	10%

(a) Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles capitalisés dans la catégorie des infrastructures sont amortis sur une période de 99 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

(b) Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles capitalisés dans la catégorie des bâtiments sont amortis sur une période de 30 ans.
Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur
Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à un tel actif est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente
Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elle sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les contributions de la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Ces avantages comprennent les prestations de retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 pour le régime de retraite de la ville de Sainte-Julie et pour les régimes de retraite de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent (RIPRSL) selon la méthode suivante : Valeur lissée 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme.

Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- Avantages sociaux futurs :
  - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
  - pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
  - pour le montant versé par la Ville à la Régie de police Richelieu-St-Laurent : l'amortissement correspond à la variation de la provision pour moins-value liée à ce montant. À compter de l'année 2012, à cette variation s'ajoute un ajustement afin d'équilibrer les résultats à des fins fiscales découlant de l'avance versée au régime. Au 31 décembre 2025, le montant a été complètement amorti.
- pour le financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.
- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (OMHS) : amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation corporelle faisant l'objet d'OMHS.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.
Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).
Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.
Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

Contribution aux organismes

Les contributions aux organismes sont constatées à l'état consolidé des résultats dans l'exercice où le paiement de transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

3. Modification de méthodes comptables

s.o.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	34 917 229	26 456 188
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	34 917 229	26 456 188
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	( )	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	34 917 229	26 456 188
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	3 959 456	4 096 548
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux fonds réservés ainsi qu'aux revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	1 377 953	1 443 912
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	14 212 518	15 656 583
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 442 432	2 465 654
Organismes municipaux	13	3 239 990	294 202
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	965 018	1 308 521
▪ Autres tiers	14.2	472 813	2 573 487
	15	21 710 724	23 742 359
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	11 648 400	12 030 372
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	11 648 400	12 030 372
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	8 777	9 095
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	864 797	979 073
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	8 867 144	12 788 036
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	3 439 833	1 191 853
Ministère de la Culture et des Communications	26	348 020	392 317
Autres ministères/organismes	27	692 724	305 304
	28	14 212 518	15 656 583

Note

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34	247 787	260 550
Autres placements	35		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38	247 787	260 550
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	247 787	260 550
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note

8. Autres actifs financiers

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪ À rec. - Régime de retraite	42.1		2 120 000
	43		2 120 000

Note

9. Emprunts temporaires

La Ville dispose d'une marge de crédit de 4 000 000 $ au taux préférentiel (4,45 % au 31 décembre 2025 et 5,45 % au 31 décembre 2024). Cette marge de crédit permet à la Ville de contracter des emprunts temporaires pour le paiement de dépenses d'administration.
La RIPRSL dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 000 000 $ au taux de base (4,45 % au 31 décembre 2025 et 5,45 % au 31 décembre 2024) et la RICMR dispose d'une marge de crédit autorisée de 500 000 $ portant intérêt au taux de base (4,45 % au 31 décembre 2025 et 5,70% au 31 décembre 2024). La RIEP dispose d'une marge de crédit autorisée de 1 375 188 $ portant intérêts au taux de 4,45 % au 31 décembre 2025 (5,70 % au 31 décembre 2024). La marge utilisée par la RIEP au 31 décembre 2025 est de 575 101 $.

10. Créditeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	4 127 059	2 433 214
Salaires et avantages sociaux	45	2 724 354	2 304 664
Dépôts et retenues de garantie	46	2 473 235	2 801 622
Provision pour contestations d'évaluation	47	14 035	
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	48.1	129 205	71 766
▪ Organismes municipaux	48.2	29 905	116 794
▪ Intérêts courus sur la dette à long terme	48.3	311 651	277 411
▪ Autres courus et passifs	48.4	4 550 092	2 694 338
	49	14 359 536	10 699 809

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	297 485	195 432
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Divers programmes dont TAPU	55.1	68 071	62 338
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	531 698	656 699
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61	177 500	132 500
Autres			
▪ Revenus de l'année ultérieure	62.1	105 234	125 775
▪ Carrières sablières + remblai	62.2	892 998	768 573
	63	2 072 986	1 941 317

Note

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2025	2024
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,15	5,20	2026	2042	64	59 981 573	58 186 509
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	59 981 573	58 186 509
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(451 522)	(441 150)
					72	59 530 051	57 745 359

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		12 493 851			12 493 851
2027	74		12 100 762			12 100 762
2028	75		9 851 874			9 851 874
2029	76		12 792 364			12 792 364
2030	77		9 650 304			9 650 304
2031 et plus	78		3 092 418			3 092 418
	79		59 981 573			59 981 573
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		59 981 573			59 981 573

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	(190 660)	(2 670 808)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	(190 660)	(2 670 808)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	(613 182)	1 668 715
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	12 188	8 154
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	67 242	66 256
	90	(533 752)	1 743 125

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

14. Autres passifs

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	789 318	773 841
Autres			
▪	93.1		
	94	789 318	773 841
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	773 841	758 668
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	( )( )	
Charge de désactualisation[1]	98	15 477	15 173
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	789 318	773 841

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent la décontamination d'un site de neiges usées ainsi que le remplacement des réservoirs pétroliers.

Principales hypothèses utilisées

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	2,00 %
Période d'actualisation *	De 30 ans à 99 ans
Taux d'inflation	2,25 %

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 4 246 467 $ (4 246 467 $ au 31 décembre 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	41 591 372	394 804		41 986 176
Eaux usées	102	81 266 830	508 881		81 775 711
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	91 829 546	2 753 906		94 583 452
Autres					
▪ Autres	104.1	50 452 615	3 330 063		53 782 678
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	34 939 318	474 578	546 113	34 867 783
Améliorations locatives	107	140 910	17 063	(297)	158 270
Véhicules	108	13 808 179	856 508	412 661	14 252 026
Ameublement et équipement de bureau	109	3 543 032	146 471	134 144	3 555 359
Machinerie, outillage et équipement divers	110	11 285 166	621 306	22 870	11 883 602
Terrains	111	12 369 095			12 369 095
Autres	112	113 065			113 065
	113	341 339 128	9 103 580	1 115 491	349 327 217
Immobilisations en cours	114	1 592 110	2 540 741		4 132 851
	115	342 931 238	11 644 321	1 115 491	353 460 068
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	20 429 960	982 155		21 412 115
Eaux usées	117	40 051 717	1 839 008		41 890 725
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	46 866 957	2 596 710		49 463 667
Autres					
▪ Autres	119.1	23 608 199	2 308 291		25 916 490
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	20 456 126	1 221 205	414 501	21 262 830
Améliorations locatives	122	123 422	3 413	(297)	127 132
Véhicules	123	5 954 185	942 646	412 661	6 484 170
Ameublement et équipement de bureau	124	3 008 543	166 108	134 144	3 040 507
Machinerie, outillage et équipement divers	125	9 178 466	284 811	22 645	9 440 632
Autres	126	113 064			113 064
	127	169 790 639	10 344 347	983 654	179 151 332
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	173 140 599			174 308 736
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	131				

Note

La ville a acquis des immobilisations, dont un solde de 1 892 251$ au 31 décembre 2025 (2 710 904 $ au 31 décembre 2024) est inclus dans les créditeurs à payer.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	523 720	523 720
Autres	134		
	135	523 720	523 720
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	523 720	523 720

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Assurances, licences, contrats, ...	143.1	387 077	406 433
Autres			
▪	144.1		
	145	387 077	406 433

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

19. Obligations contractuelles

Au cours des exercices 2025 et antérieurs, la Ville de Sainte-Julie, la RIPRSL, la RICMR et la RISAVR ont accordé des contrats à long terme à différents organismes ou entreprises échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2030, pour une somme totalisant 33 432 560 $ dont 33 073 575 $ pour la Ville, 175 635 $ pour la RIPRSL et 183 350 $ pour la RICMR. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville, la RIPRSL, la RICMR et la RISAVR devront prévoir les sommes suivantes au cours des cinq prochains exercices financiers:

2026 :	28 712 219 $
2027:	2 231 036 $
2028 :	1 273 598 $
2029 :	525 600 $
2030 :	690 107 $
	33 432 560 $

20. Droits contractuels

La Ville a conclu des contrats de location de locaux et de terrains échéant à différentes dates jusqu'en 2030, prévoyant la perception de loyers totalisant 3 062 760 $. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 916 685 $ en 2026, 544 484 $ en 2027, 530 188 $ en 2028, 527 785 $ en 2029 ainsi qu'une somme 543 618 $ en 2030.

21. Passifs éventuels

s.o.

A) Cautionnements et garanties

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2025	Solde des cautionnements 2024
Emprunts temporaires				
▪	146.1			
	147			
Dettes à long terme				
▪ Centre culture et sport Sainte-Julie	148.1	46 541 000	12 861 603	12 757 171
	149	46 541 000	12 861 603	12 757 171
	150	46 541 000	12 861 603	12 757 171

La Ville de Sainte-Julie assume une responsabilité éventuelle en se portant garante d'emprunts consentis au Centre de la Culture et du Sport de Sainte-Julie, organisme non compris dans son périmètre comptable. Au 31 décembre 2025, le solde de ces emprunts est de 12 861 603 $.
La ville est conjointement responsable avec d'autres organismes municipaux de la quote-part de la dette à long terme d'autres organismes municipaux présentée aux lignes 15 à 17 de la page S25 du présent rapport.

B) Auto-assurance

La Ville assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme pour tous ses employés.

La RIPRSL assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme pour les employés cadres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) Poursuites

Au 31 décembre 2025, les réclamations en instance contre la Ville s'élèvent à environ 16,7 M$. Il est impossible pour le moment de déterminer le dénouement de ces réclamations. Pour certaines réclamations, elles pourront être prises en charges par les compagnies d'assurances, et pour les autres, la Ville a comptabilisé aux livres une provision jugée raisonnable.
Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit la provision pour réclamations, un règlement d'emprunt à cet effet ou l'utilisation de surplus non affectés et/ou affectés ou une combinaison de ces diverses sources de financement.
La RIPRSL fait l'objet de réclamations et griefs pour lesquelles il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisé aux livres à cet égard.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

s.o.

24. Redressement aux exercices antérieurs

s.o.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes incluent dans le périmètre comptable, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la ville.
Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.
La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.
Il n'y a aucun actif financier déprécié aux 31 décembre 2025 et 2024. Toutefois, les actifs financiers en souffrance totalisent 1 018 553 $ (1 199 558 $ au 31 décembre 2024) et ont tous une échéance inférieure à un an.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.
Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.
La ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.
Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1% en 2024) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.
La ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.
La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.
Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	14 359 536 $	-	-	-	14 359 536 $
Emprunts temporaires	575 101 $	-	-	-	575 101 $
Dette à long terme	14 479 282 $	24 821 393 $	23 399 796 $	3 092 418 $	65 792 889 $
Total	29 413 919 $	24 821 393 $	23 399 796 $	3 092 418 $	80 727 526 $

27. Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés et divulgués au titre des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 décembre. La Ville a déterminé qu'il existe une incertitude relative à la mesure à l'égard des immobilisations corporelles (note 15) et des charges d'intérêts en raison des décisions à venir de tribunaux. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raison des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui y sont contenues ainsi que de l'échéancier des travaux qui est inconnu lorsqu'aucun plan de mise hors service des bâtiments n'est prévu.

28. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 6 000 000 $. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	46 765 921	48 739 126	49 389 599			49 389 599
Compensations tenant lieu de taxes	2	653 246	679 712	682 829			682 829
Quotes-parts	3					9 018 874	
Transferts	4	2 438 199	3 086 578	6 212 709		152 241	6 364 950
Services rendus	5	2 270 424	2 216 741	2 420 058		748 537	2 925 344
Imposition de droits	6	5 170 491	3 680 450	6 288 659			6 288 659
Amendes et pénalités	7	436 756	379 800	393 185		791 855	1 185 040
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	1 889 441	988 750	1 013 376		100 358	1 113 734
Autres revenus							
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10						
Autres	11	1 048 441	1 187 892	1 206 802		70 309	1 277 111
Effet net des opérations de restructuration	12						
	13	60 672 919	60 959 049	67 607 217		10 882 174	69 227 266
Investissement							
Taxes	14						
Quotes-parts	15						
Transferts	16	2 765 351	2 153 333	2 629 358			2 629 358
Imposition de droits	17						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	18	81 221					
Autres	19	1 862 552	225 000	299 986			299 986
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20						
Effet net des opérations de restructuration	21						
	22	4 709 124	2 378 333	2 929 344			2 929 344
	23	65 382 043	63 337 382	70 536 561		10 882 174	72 156 610

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus	24	65 382 043	63 337 382	70 536 561		10 882 174	72 156 610
Charges							
Administration générale	25	9 380 544	10 055 617	9 211 411	506 992		9 718 403
Sécurité publique	26	10 810 349	12 314 517	11 940 414	423 218	8 198 290	13 105 391
Transport	27	7 887 943	9 308 187	9 331 501	3 705 754		13 037 255
Hygiène du milieu	28	8 788 449	11 602 325	10 263 804	2 851 880	1 905 072	13 403 208
Santé et bien-être	29	256 961	309 863	3 279 580			3 279 580
Aménagement, urbanisme et développement	30	1 870 168	2 451 958	2 093 582	30 058		2 123 640
Loisirs et culture	31	10 454 565	11 360 341	10 562 207	2 148 387	378 699	12 901 247
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	1 785 758	2 091 867	2 445 709		198 611	2 644 320
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	8 852 185	8 968 200	9 666 289	(9 666 289)		
	36	60 086 922	68 462 875	68 794 497		10 680 672	70 213 044
Excédent (déficit) lié aux activités	37	5 295 121	(5 125 493)	1 742 064		201 502	1 943 566

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) lié aux activités	1	5 295 121	(5 125 493)	1 742 064	201 502	1 943 566
Moins : revenus d'investissement	2	(4 709 124)	(2 378 333)	(2 929 344)	( )	(2 929 344)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	585 997	(7 503 826)	(1 187 280)	201 502	(985 778)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	8 852 185	8 968 200	9 666 289	678 058	10 344 347
Produit de cession	5	35 115		39 796	1 605	41 401
(Gain) perte sur cession	6	12 918		92 041	(1 605)	90 436
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	8 900 218	8 968 200	9 798 126	678 058	10 476 184
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	57 422		67 800		67 800
	15	57 422		67 800		67 800
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	57 389		4 876		4 876
Remboursement de la dette à long terme	17	(4 040 904)	(3 552 000)	(4 105 071)	(207 936)	(4 313 007)
	18	(3 983 515)	(3 552 000)	(4 100 195)	(207 936)	(4 308 131)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(132 572)	(59 504)	(75 323)	(22 047)	(97 370)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 475 000	931 494	931 494		931 494
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 174 469	2 024 369	3 092 077	225 168	3 317 245
Réserves financières et fonds réservés	22	(857 988)	(796 669)	(525 017)	(224 097)	(749 114)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(12 064)	(12 064)	(516 801)	(136 815)	(653 616)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	1 646 845	2 087 626	2 906 430	(157 791)	2 748 639
	26	6 620 970	7 503 826	8 672 161	312 331	8 984 492
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	7 206 967		7 484 881	513 833	7 998 714

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Réalisations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	4 709 124	2 929 344		2 929 344
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(9 856)	(138 260)	( )	(138 260)
Sécurité publique	3	(1 287 577)	(39 877)	(333 927)	(373 804)
Transport	4	(3 996 822)	(3 569 051)	( )	(3 569 051)
Hygiène du milieu	5	(3 878 913)	(968 888)	(292 597)	(1 261 485)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(35 264)	(12 357)	( )	(12 357)
Loisirs et culture	8	(4 709 591)	(6 289 364)	( )	(6 289 364)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )	( )	( )
	11	(13 918 023)	(11 017 797)	(626 524)	(11 644 321)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	(54 963)	(55 037)	( )	(55 037)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 822 106	6 119 132		6 119 132
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	132 572	75 323	22 047	97 370
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17	1 684 151	1 078 247		1 078 247
Réserves financières et fonds réservés	18	849 107	774 354	312 454	1 086 808
	19	2 665 830	1 927 924	334 501	2 262 425
	20	(5 485 050)	(3 025 778)	(292 023)	(3 317 801)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(775 926)	(96 434)	(292 023)	(388 457)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	24 101 616	32 070 251	2 846 978	34 917 229
Débiteurs (note 5)	2	23 355 336	21 230 423	480 796	21 710 724
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	260 550	247 787		247 787
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7	2 120 000			
	8	49 837 502	53 548 461	3 327 774	56 875 740
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			575 101	575 101
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	9 555 396	13 044 998	1 385 039	14 359 536
Revenus reportés (note 11)	12	1 887 165	1 976 279	96 707	2 072 986
Dette à long terme (note 12)	13	53 337 924	55 322 515	4 207 536	59 530 051
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	2 161 000	(300 000)	490 660	190 660
Autres passifs (note 14)	15	773 841	789 318		789 318
	16	67 715 326	70 833 110	6 755 043	77 517 652
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(17 877 824)	(17 284 649)	(3 427 269)	(20 641 912)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	164 569 130	165 788 801	8 519 935	174 308 736
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	523 720	523 720		523 720
Stocks de fournitures	20	553 535	536 907	90 862	627 769
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	277 689	223 535	163 542	387 077
	23	165 924 074	167 072 963	8 774 339	175 847 302
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	7 980 855	7 698 260	1 305 538	9 073 804
Excédent de fonctionnement affecté	25	13 285 629	15 951 287	278 791	16 230 078
Réserves financières et fonds réservés	26	1 898 509	1 649 170	237 300	1 886 470
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(2 329 459)	(1 761 751)	(192 790)	(1 954 541)
Financement des investissements en cours	28	2 047 195	1 950 761	(586 131)	1 364 630
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	125 163 521	124 300 587	4 304 362	128 604 949
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	148 046 250	149 788 314	5 347 070	155 205 390

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	17 968 688	16 880 235	22 952 275	21 903 777
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	3 677 076	3 645 782	5 272 783	4 977 042
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	15 494 749	13 820 040	15 823 543	13 485 934
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 608 719	1 542 430	1 589 160	1 435 972
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	482 148	493 123	493 123	396 436
D'autres tiers	12			101 677	103 256
Autres frais de financement	13	1 000	410 156	460 360	60 439
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	17 955 151	17 561 496	8 373 558	8 122 491
Transferts	15				
Autres	16			27 272	39 289
Autres					
Transferts	17	1 639 165	4 733 499	4 733 499	1 415 026
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	8 968 200	9 666 289	10 344 347	9 471 263
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Contrib. à des organismes et autres	21.1	667 979	41 447	41 447	215 650
	22	68 462 875	68 794 497	70 213 044	61 626 575

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 073 804	8 717 392
Excédent de fonctionnement affecté	2	16 230 078	13 689 588
Réserves financières et fonds réservés	3	1 886 470	2 155 231
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 954 541)	(2 659 064)
Financement des investissements en cours	5	1 364 630	2 047 195
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	128 604 949	129 311 482
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	155 205 390	153 261 824
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	7 698 260	7 980 855
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	1 375 544	736 537
	11	9 073 804	8 717 392
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Engagements	12.1	232 982	240 658
▪ Nettoyage étang #5	12.2	750 000	1 886 869
▪ Immobilisations	12.3	13 019 397	9 410 352
▪ Éventualités	12.4	1 125 949	1 000 000
▪ Transport en commun	12.5	700 000	500 000
▪ Matières résiduelles	12.6	110 250	247 750
▪ Espaces verts Le Sanctuaire	12.7	12 709	
	13	15 951 287	13 285 629
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪ Exercice suivant	14.1	70 000	224 997
▪ Projets spéciaux	14.2	188 175	149 909
▪ Éventualités	14.3	20 616	29 053
	15	278 791	403 959
	16	16 230 078	13 689 588

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17		
Autres			
▪	18.1		
	19		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪	21.1		
	22		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23	1 300 842	1 169 307
Organismes contrôlés et partenariats	24	135 298	154 720
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25	98 914	341 725
Organismes contrôlés et partenariats	26	102 002	102 002
Montant non réservé			
Administration municipale	27		
Organismes contrôlés et partenariats	28		
Fonds local d'investissement	29		
Fonds local de solidarité	30		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	74 407	220 798
Autres			
▪ Fonds vert	32.1	175 007	166 679
	33	1 886 470	2 155 231
	34	1 886 470	2 155 231

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35	(33 532)	(42 536)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38	( )	( )
Autres	39	(42 582)	(52 238)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40	( )	( )
	41	(76 114)	(94 774)
Assainissement des sites contaminés	42	( )	( )
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43	(707 602)	(719 665)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44	( )	( )
Autres			
▪ Scission du régime de retraite	45.1	( )	(874 820)
	46	(783 716)	(1 689 259)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	47	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	48	( )	( )
Autres			
▪	49.1	( )	( )
	50	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	52	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53	( )	( )
Autres			
▪ Dépenses non capitalisables	54.1	(1 170 825)	(969 805)
	55	(1 170 825)	(969 805)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	56		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59		
Autres			
▪	60.1		
	61		
	62	(1 954 541)	(2 659 064)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	4 727 759	3 985 476
Investissements à financer	64	(3 363 129)	(1 938 281)
	65	1 364 630	2 047 195
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	174 308 736	173 140 599
Propriétés destinées à la revente	67	523 720	523 720
Prêts	68		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69	247 787	260 550
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	175 080 243	173 924 869
Ajustements aux éléments d'actif	72		
	73	175 080 243	173 924 869
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74	(59 530 051)	(57 745 359)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	(451 522)	(441 150)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	11 648 400	12 030 372
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	639 149	677 584
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	1 218 730	865 166
	79	(46 475 294)	(44 613 387)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80	( )	( )
	81	(46 475 294)	(44 613 387)
	82	128 604 949	129 311 482

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	4
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Sainte-Julie offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite contributif à prestations déterminées. En vertu du régime, les employés sont répartis en deux groupes distincts soient les employés cadres et les employés syndiqués.

L'âge normal de retraite est de 65 ans. Toutefois, le participant peut prendre une retraite facultative à compter de 55 ans si la somme de l'âge et des années de service atteint 85.

La rente de retraite au titre des services crédités pour les deux groupes d'employés est calculée à 2% du salaire final multiplié par le nombre d'années de service reconnu à compter du 1er janvier 1997. Avant cette date, le taux est de 1,3% jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles et de 2% pour l'excédent.

De plus, les employés cadres et les employés syndiqués bénéficient d'une rente de raccordement de 0,7% et de 0,35% respectivement basée sur le salaire final avant la retraite pour les années de service reconnu jusqu'au 31 décembre 1996; cette rente cesse à 65 ans.

Des prestations sont également versées lors de la cession de la participation résultant du décès ou de la cession d'emploi avant la retraite.

La cotisation salariale des employés cadres est de 10,91 % du salaire et celle des employés syndiqués correspond à 9,95% du salaire. La cotisation patronale est de 10,91 % du salaire pour les employés cadres et de 9,95% du salaire pour les employés syndiqués.

Le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sainte-Julie est administré par un Comité de retraite composé de 10 membres. Le Comité a délégué certains de ses pouvoirs à des firmes spécialisées qui agissent comme actuaire, gestionnaire et gardien des valeurs de la caisse de retraite.

Le Comité a également adopté une politique de placement qui a comme objectif de formuler les principes et les règles que doit suivre le gestionnaire tout en s'assurant d'obtenir un taux de rendement maximum à l'intérieur d'un niveau de risque acceptable.

De plus, le Comité s'est doté, pour sa gouvernance, de règles de régie interne concernant l'administration du régime.

L'évaluation actuarielle la plus récente est en date du 31 décembre 2024.

RIPRSL

Au 1er janvier 2008, la RIPRSL a mis en place un régime de retraite à prestations déterminées pour chacun des groupes suivants: policiers syndiqués, cadres et employés de bureau et préposés aux communications.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2024, le régimes des cadres a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2024 et le régime des employés de bureau a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2024.

Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: 65 ans

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008:

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

En fonction des dispositions du régime antérieur applicable, (annexes A,B et C des règlements des régimes)

Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

i) Policiers syndiqués: Tout participant peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de retraite de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge et les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) Cadres et employés de bureau et préposés aux communications: Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date de retraite normale.

c) Date de la retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance. (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de la retraite facultative.

Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008:

En fonction des dispositions des régimes antérieurs applicables (annexes A, B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite.(exception: 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008:

En fonction des dispositions du régime antérieur applicables (annexes A, B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

0,5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite. (exception: 0,35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

a) Une rente différée payable à la date normale de la retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.
b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a).

Prestation de décès avant la retraite
Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

Prestation de décès après la retraite
Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008:

En fonction des dispositions des régimes antérieurs applicables (annexes A,B et C du règlement du régime).

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire, exception de 60 versements garantis au volet courant pour le régime des employés de bureau et des préposés aux communications.

Invalidité
Pour le régime des policiers syndiqués, il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondées sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

Indexation après la retraite
Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:
Les excédents d'actif constatés aux évaluations actuarielles futures déterminent si les rentes seront indexées dans le futur de façon ponctuelle. L'indexation des participants retraités au sens de la Loi RRSM est de 23,55% de l'IPC, sujet à un maximum de 2% pour les employés cadres et de 50% de l'IPC, sujet à un maximum de 2% pour les policiers syndiqués.

Règle du 50% (cotisations excédentaires)
Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

Cotisations salariales
a) Policiers syndiqués: 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2024, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11,20% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2024, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 10,58% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

c) Employés de bureau et préposés aux communications : 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En plus de cette cotisation, les employés doivent verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période prescrite en vertu de la Loi. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2024, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9,54% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

Cotisation patronale
Volet courant : 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par la régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. En vertu des dernières évaluations actuarielles, la cotisation patronale est de 11,20% pour les policiers syndiqués, 10,58% pour les cadres et 9,54% pour les employés de bureau et préposés aux télécommunications. En plus de cette cotisation, l'employeur doit verser 50% de la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.
Volet antérieur : Au cours de chaque exercice financier, l'employeur verse la cotisation d'équilibre requise pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi.

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(2 670 807)	(2 901 828)
Charge de l'exercice	4	(613 182)	1 668 715
Cotisations versées par l'employeur	5	1 866 965	1 899 735
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(190 660)	(2 670 808)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	89 223 367	81 627 061
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	89 217 877	82 008 394
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	5 490	(381 333)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(196 150)	(169 475)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(190 660)	(550 808)
Provision pour moins-value	12		2 120 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(190 660)	(2 670 808)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	28 111 367	25 639 061
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(28 105 877)	(26 020 394)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	((5 490))	(381 333)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 348 822	3 244 151
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	3 348 822	3 244 151
Cotisations salariales des employés	21	(1 796 948)	(1 744 210)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	1 551 874	1 499 941
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(93 172)	(132 434)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	(2 120 000)	223 000
Autres			
▪ autres	29.1		17 165
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	(661 298)	1 607 672
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	4 857 354	4 537 784
Rendement espéré des actifs	32	(4 809 238)	(4 476 741)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	48 116	61 043
Charge de l'exercice	34	(613 182)	1 668 715
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	7 894 365	3 792 637
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	(4 809 238)	(4 476 741)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	3 085 127	(684 104)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(2 964 523)	528 385
Prestations versées au cours de l'exercice	39	3 807 796	3 235 554
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	92 456 084	85 488 746
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43	442 736	486 257
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	8 891 190	5 677 638
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	16	15
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	8	10
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	28	30

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,15 %	5,91 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,91 %	5,77 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,76 %	2,76 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	

Description des régimes et autres renseignements

La régie intermunicipale de l'eau potable a mis en place un régime de retraite à cotisations déterminées. Le taux de cotisation est de 7 % pour les employés et de 7 % pour l'employeur.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	12 188	8 154
	110	12 188	8 154

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	

Description des régimes et autres renseignements

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	12	11

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	17 209	16 907
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	57 996	56 975
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	9 246	9 281
	121	67 242	66 256

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TAXES		Administration municipale Budget 2025	Administration municipale Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	38 060 621	38 580 765	38 580 765	36 731 361
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3	229 831	233 177	233 177	166 849
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7	481 049	490 952	490 952	369 087
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10	114 234	114 234	114 234	93 644
	11	38 885 735	39 419 128	39 419 128	37 360 941
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	2 742 608	2 774 031	2 774 031	2 621 623
Égout	13	2 839 249	2 872 635	2 872 635	2 704 888
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	3 799 504	3 847 114	3 847 114	3 685 311
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16				
Autres					
▪ autres	17.1	47 500	39 086	39 086	22 598
Centres d'urgence 9-1-1	18	176 400	189 890	189 890	175 433
Service de la dette	19	248 130	247 715	247 715	195 127
Pouvoir général de taxation	20				
Activités de fonctionnement	21				
Activités d'investissement	22				
	23	9 853 391	9 970 471	9 970 471	9 404 980
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	24				
Autres	25				
	26				
	27	9 853 391	9 970 471	9 970 471	9 404 980
	28	48 739 126	49 389 599	49 389 599	46 765 921

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Budget 2025	Administration municipale Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2024
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	4 948	4 970	4 970	4 748
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30				
Compensations pour les terres publiques	31	269	269	269	407
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	32	67 653	67 955	67 955	64 920
Cégeps et universités	33				
Écoles primaires et secondaires	34	592 140	594 790	594 790	568 225
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35				
	36	665 010	667 984	667 984	638 300
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	37	14 702	14 845	14 845	14 946
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	38				
Taxes d'affaires	39				
	40	14 702	14 845	14 845	14 946
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	41				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	42				
	43				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44				
Autres	45				
	46				
	47	679 712	682 829	682 829	653 246

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Budget 2025	Administration municipale Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	48	100 000	11 411	11 411	13 349
Sécurité publique					
Police	49			152 241	
Sécurité incendie					
Premiers répondants	50				
Autres	51	2 741	786	786	
Sécurité civile	52				
Autres	53		18 005	18 005	
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	54	181 692	227 566	227 566	255 083
Enlèvement de la neige	55				
Autres	56				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	57				
Transport adapté	58				
Transport scolaire	59				
Autres	60				
Transport aérien	61				
Transport par eau	62				
Autres	63				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64				
Réseau de distribution de l'eau potable	65	41 112	40 234	40 234	42 712
Traitement des eaux usées	66	6 407	6 407	6 407	6 708
Réseaux d'égout	67	98 708	335 507	335 507	118 843
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	68				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	69				
Tri et conditionnement	70				
Autres	71				12 576
Autres	72				
Cours d'eau	73				
Protection de l'environnement	74				
Autres	75				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2025	Administration municipale Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	76				
Autres	77				
Sécurité du revenu	78				
Autres	79				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	80				
Rénovation urbaine	81	177 050	3 152 035	3 152 035	73 826
Promotion et développement économique	82				
Autres	83				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	84	53 237	52 052	52 052	64 766
Activités culturelles					
Bibliothèques	85	198 588	194 388	194 388	197 545
Autres	86	68 184	15 459	15 459	66 940
Réseau d'électricité	87				
	88	927 719	4 053 850	4 206 091	852 348

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2025	Administration municipale Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	89				
Sécurité publique					
Police	90				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	91				
Autres	92				
Sécurité civile	93				
Autres	94				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	95	484 500	1 445 847	1 445 847	1 109 154
Enlèvement de la neige	96				
Autres	97				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	98				
Transport adapté	99				
Transport scolaire	100				
Autres	101				
Transport aérien	102				
Transport par eau	103				
Autres	104				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105				
Réseau de distribution de l'eau potable	106	536 000	54 306	54 306	325 349
Traitement des eaux usées	107				335 559
Réseaux d'égout	108	999 500	639 186	639 186	758 338
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	109				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	110				
Tri et conditionnement	111				
Autres	112				
Autres	113				
Cours d'eau	114				
Protection de l'environnement	115	133 333			
Autres	116				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2025	Administration municipale Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	117				
Autres	118				
Sécurité du revenu	119				
Autres	120				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	121				
Rénovation urbaine	122				
Promotion et développement économique	123				
Autres	124				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	125		490 019	490 019	236 951
Activités culturelles					
Bibliothèques	126				
Autres	127				
Réseau d'électricité	128				
	129	2 153 333	2 629 358	2 629 358	2 765 351

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2025	Administration municipale Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2024
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130				
Péréquation	131				
Neutralité	132				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134				
Fonds de développement des territoires	135				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	2 158 859	2 158 859	2 158 859	1 585 851
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138				
Autres	139				
	140	2 158 859	2 158 859	2 158 859	1 585 851
TOTAL DES TRANSFERTS	141	5 239 911	8 842 067	8 994 308	5 203 550

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS		**2025**	**2025**	**2025**	**2024**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	142				
Évaluation	143				
Autres	144				
	145				
Sécurité publique					
Police	146	383 074	387 038	387 038	376 373
Sécurité incendie					
Premiers répondants	147				
Autres	148	290 000	307 668	307 668	265 536
Sécurité civile	149				
Autres	150				
	151	673 074	694 706	694 706	641 909
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	152				
Enlèvement de la neige	153				
Autres	154				
Transport collectif	155	18 000	15 172	15 172	20 382
Autres	156				
	157	18 000	15 172	15 172	20 382
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158				
Réseau de distribution de l'eau potable	159	2 641	1 000	1 000	1 000
Traitement des eaux usées	160				
Réseaux d'égout	161				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	162				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	163				
Tri et conditionnement	164				
Autres	165				
Autres	166				
Cours d'eau	167				
Protection de l'environnement	168				
Autres	169				
	170	2 641	1 000	1 000	1 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2025	Administration municipale Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	171				
Autres	172				
Autres	173				
	174				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	175				
Rénovation urbaine	176				
Promotion et développement économique	177				
Autres	178				
	179				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	180	159 521	166 340	166 340	169 702
Activités culturelles					
Bibliothèques	181				
Autres	182				
	183	159 521	166 340	166 340	169 702
Réseau d'électricité	184				
	185	853 236	877 218	877 218	832 993

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2025	Administration municipale Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	186				
Évaluation	187				
Autres	188	96 122	111 394	111 394	123 730
	189	96 122	111 394	111 394	123 730
Sécurité publique					
Police	190				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	191				
Autres	192	17 360	3 312	22 202	114 267
Sécurité civile	193				
Autres	194				
	195	17 360	3 312	22 202	114 267
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	196	49 218	68 271	68 271	42 228
Enlèvement de la neige	197	101 919	120 780	120 780	94 255
Autres	198				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	199				
Transport adapté	200				
Transport scolaire	201				
Autres	202				
Autres	203	11 550	4 817	4 817	12 798
	204	162 687	193 868	193 868	149 281
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205				
Réseau de distribution de l'eau potable	206	24 083	47 870	47 870	52 874
Traitement des eaux usées	207				
Réseaux d'égout	208	14 083			3 100
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	209				
Matières recyclables	210				
Autres	211	2 500	1 920	1 920	3 720
Cours d'eau	212				
Protection de l'environnement	213				
Autres	214				
	215	40 666	49 790	49 790	59 694

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2025	Administration municipale Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2025	Données consolidées Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	216				
Autres	217				
Sécurité du revenu	218				
Autres	219				
	220				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	221	25 000	19 767	19 767	9 500
Rénovation urbaine	222				
Promotion et développement économique	223	12 133	20 205	20 205	12 215
Autres	224				
	225	37 133	39 972	39 972	21 715
Loisirs et culture					
Activités récréatives	226	912 720	1 055 126	1 541 522	1 370 943
Activités culturelles					
Bibliothèques	227	20 070	21 245	21 245	20 064
Autres	228	76 747	68 133	68 133	62 066
	229	1 009 537	1 144 504	1 630 900	1 453 073
Réseau d'électricité	230				
	231	1 363 505	1 542 840	2 048 126	1 921 760
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	2 216 741	2 420 058	2 925 344	2 754 753

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	233	156 450	391 543	391 543	73 411
Droits de mutation immobilière	234	3 524 000	5 897 116	5 897 116	4 987 598
Droits sur les carrières et sablières	235				
Autres	236				
	237	3 680 450	6 288 659	6 288 659	5 061 009
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	379 800	393 185	1 185 040	1 000 599
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	988 750	1 013 376	1 113 734	2 034 352
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		(92 041)	(90 436)	(31 347)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244				
Contributions des promoteurs	245				81 221
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246				
Contributions des organismes municipaux	247		125 000	125 000	216 255
Autres contributions					
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248				
Autres	249		174 986	174 986	1 646 297
Redevances réglementaires	250				
Autres	251	1 187 892	1 298 843	1 367 547	1 251 520
	252	1 187 892	1 506 788	1 577 097	3 163 946
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	253				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 594 955	1 619 075	33 593	1 652 668	1 652 668	1 482 003
Greffe et application de la loi	2	1 190 718	1 178 983	17 640	1 196 623	1 196 623	890 635
Gestion financière et administrative	3	3 430 674	3 273 289	81 021	3 354 310	3 354 310	3 384 368
Évaluation	4	145 950	152 232		152 232	152 232	706 376
Gestion du personnel	5	993 520	812 294	14 725	827 019	827 019	896 443
Autres							
▪ autres	6.1	2 699 800	2 175 538	360 013	2 535 551	2 535 551	2 250 325
	7	10 055 617	9 211 411	506 992	9 718 403	9 718 403	9 610 150
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	7 757 686	7 702 138	19 958	7 722 096	8 459 566	7 944 363
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	3 701 098	3 486 044	403 260	3 889 304	3 889 304	3 104 156
Sécurité civile	11	15 405	142		142	142	4 039
Autres	12	840 328	752 090		752 090	756 379	876 832
	13	12 314 517	11 940 414	423 218	12 363 632	13 105 391	11 929 390
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 258 603	4 720 657	3 131 274	7 851 931	7 851 931	6 745 173
Enlèvement de la neige	15	1 821 623	1 575 019	156 068	1 731 087	1 731 087	1 469 509
Éclairage des rues	16	288 658	250 911	403 031	653 942	653 942	639 293
Circulation et stationnement	17	535 865	499 674		499 674	499 674	466 270
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 403 438	2 285 240	15 381	2 300 621	2 300 621	2 194 170
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	9 308 187	9 331 501	3 705 754	13 037 255	13 037 255	11 514 415

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 617 648	1 617 581		1 617 581	1 617 581	1 470 412
Réseau de distribution de l'eau potable	24	996 874	850 050	928 112	1 778 162	2 065 686	1 937 200
Traitement des eaux usées	25	3 421 265	2 190 691	376 109	2 566 800	2 566 800	1 399 971
Réseaux d'égout	26	955 277	1 078 782	1 544 848	2 623 630	2 623 630	2 408 720
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	837 639	851 700		851 700	851 700	896 939
Élimination	28	822 197	813 763		813 763	813 763	793 823
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	189 069	163 227		163 227	163 227	185 352
Tri et conditionnement	30	832 419	803 982		803 982	803 982	752 952
Matières organiques							
Collecte et transport	31	452 062	452 062		452 062	452 062	534 804
Traitement	32	820 781	817 182		817 182	817 182	822 273
Matériaux secs	33	27 714	24 433		24 433	24 433	22 995
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36		1 995		1 995	1 995	27 764
Cours d'eau	37	60 776	60 776		60 776	60 776	56 498
Protection de l'environnement	38	568 604	537 580	2 811	540 391	540 391	494 286
Autres	39						
	40	11 602 325	10 263 804	2 851 880	13 115 684	13 403 208	11 803 989
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	305 260	3 275 181		3 275 181	3 275 181	252 472
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	4 603	4 399		4 399	4 399	4 489
	45	309 863	3 279 580		3 279 580	3 279 580	256 961

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 644 037	1 673 822	30 058	1 703 880	1 703 880	1 593 893
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48	96 000	25 000		25 000	25 000	28 642
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	445 215	255 091		255 091	255 091	209 636
Tourisme	50	241 706	114 790		114 790	114 790	
Autres	51	25 000	24 879		24 879	24 879	67 540
Autres	52						
	53	2 451 958	2 093 582	30 058	2 123 640	2 123 640	1 899 711
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	1 162 565	1 045 306	107 983	1 153 289	1 343 942	1 426 637
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 815 976	1 701 679		1 701 679	1 701 679	1 505 799
Piscines, plages et ports de plaisance	56	981 952	902 210		902 210	902 210	895 197
Parcs et terrains de jeux	57	3 831 369	3 337 836	1 829 574	5 167 410	5 167 410	4 964 263
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	484 215	678 757		678 757	678 757	494 571
Autres	60	57 734	57 369		57 369	57 369	72 272
	61	8 333 811	7 723 157	1 937 557	9 660 714	9 851 367	9 358 739
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	547 982	530 248	64 410	594 658	594 658	623 831
Bibliothèques	63	1 897 155	1 719 994	146 420	1 866 414	1 866 414	2 059 074
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	581 393	588 808		588 808	588 808	574 212
	67	3 026 530	2 839 050	210 830	3 049 880	3 049 880	3 257 117
	68	11 360 341	10 562 207	2 148 387	12 710 594	12 901 247	12 615 856

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 944 502	1 881 663		1 881 663	2 030 070	1 793 735
Autres frais	71	146 365	153 890		153 890	153 890	141 929
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	1 000	(5 000)		(5 000)	44 358	56 998
Autres	73		415 156		415 156	416 002	3 441
	74	2 091 867	2 445 709		2 445 709	2 644 320	1 996 103
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	8 968 200	9 666 289	(9 666 289)			